



Note thématique sur le financement climatique: le financement REDD+

Charlene Watson, Sejal Patel, ODI
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux
du financement climatique **5**

NOVEMBRE 2016

Depuis 2008, 4 milliards \$ ont été promis aux cinq principaux fonds climat multilatéraux qui financent la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et à la conservation (REDD+). Malgré un intérêt vif pour le recours aux mécanismes de marchés pour financer les programmes REDD+, l'avenir de ces mécanismes reste très incertain. La dernière année a vu peu d'approbations pour la REDD+, bien qu'il y ait eu quelques progrès dans le décaissement. Alors que depuis 2008, 2 milliards US\$ ont été approuvés pour les activités de REDD+, seulement 17 US\$ millions ont été approuvés au cours des 12 derniers mois. La Norvège est le principal contributeur de la finance REDD+, suivie par le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis. Il y a, toutefois, quelques changements importants dans l'architecture financière du REDD+ et une augmentation d'efforts pour soutenir les pays en développement à aller au-delà de préparation et de renforcement des capacités à des programmes de démonstration et des réductions d'émissions avec des paiements fondés sur les résultats vérifiés.

Les enjeux

Les financements REDD+ occupent une position importante depuis que le changement d'affectation des terres (principalement le déboisement), a été reconnu responsable de 12 à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les forêts tropicales, qui fournissent des services éco-systémiques multiples, font vivre près de 1,6 milliard de personnes, parmi les plus pauvres de la planète. Intégrés dans les stratégies de développement, les financements REDD+ sont en mesure de promouvoir l'utilisation et la gestion des ressources forestières, tout en respectant l'environnement et les impératifs sociaux - sous réserve que des garanties, des régimes allocataires inclusifs et sensibles au genre, les droits d'utilisation traditionnels et autochtones soient reconnus et protégés. Le cadre de Varsovie pour REDD+ négocié à la COP19 souligne l'importance des sauvegardes et des financements octroyés en fonction des réductions d'émissions vérifiées. L'idée de tirer parti des mécanismes de marchés du carbone pour promouvoir les financements REDD+ a suscité un vif intérêt. Bien que la structure et l'avenir de ce marché potentiel demeurent incertains, une grande partie des financements REDD+ ont bénéficié aux activités de renforcement de capacité pour préparer les pays à accéder aux financements en démontrant qu'ils ont effectivement limité la déforestation et évité des émissions.

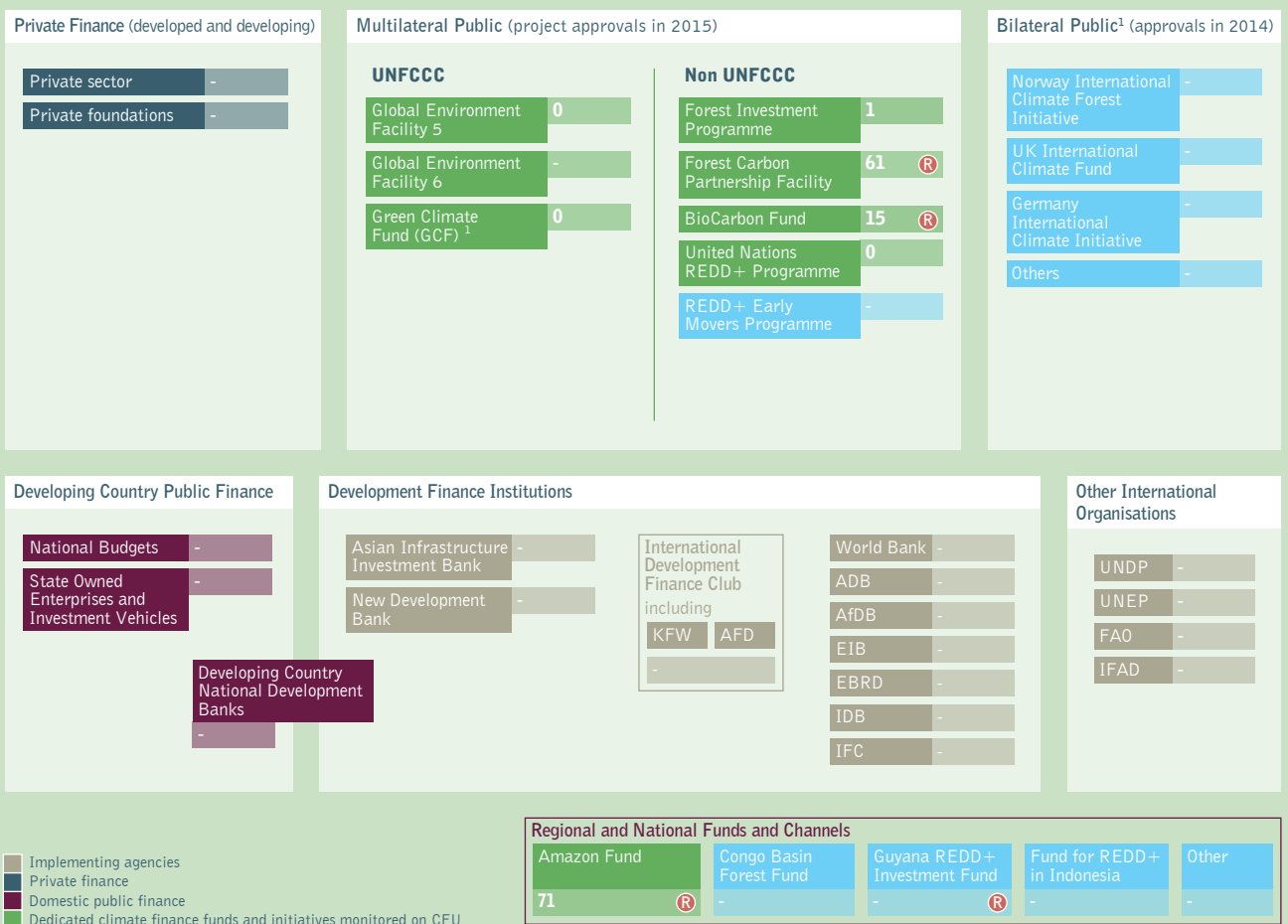
Les fonds climats principaux qui soutiennent le REDD+

Plusieurs institutions financent REDD+. Le Fonds Carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (PCPF-CF) et son Fonds de préparation (FP-FPCF), qui sont administrés par la Banque mondiale ; le Programme d'investissement pour la forêt (FIP), qui est administré par les Fonds d'investissement climatique ; et le Programme ONU-REDD sont des fonds multilatéraux dédiés aux financements REDD+. Ils ont ensemble approuvé 791 millions US\$ à ce jour pour des activités de projets. Enfin, le Fonds pour l'Amazonie a approuvé 576 millions US\$ à ce jour.

Le Fonds vert pour le climat (GCF), qui est maintenant opérationnel, devrait concentrer ses efforts, au moins en partie, sur l'intensification du financement axé sur les résultats pour le changement d'affectation des terres et les forêts, qui a été identifié comme ayant un potentiel d'atténuation des changements climatiques, parallèlement aux avantages pour les services éco systémiques et les moyens de subsistance, bien que cela ne soit pas un fonds REDD+ dédié.

L'architecture de la REDD+ est cependant en train de changer, (Figure 1). L'an dernier, le Fonds forestier du Bassin du Congo (FFBC) a confirmé qu'il réduira progressivement ses activités suite à l'avis du Royaume-Uni et de la Norvège qui ne

Figure 1: International forests and climate change architecture (USD millions)



■ Implementing agencies
■ Private finance
■ Domestic public finance
■ Dedicated climate finance funds and initiatives monitored on CFU
■ Dedicated climate finance funds and initiatives not yet monitored on CFU

1. The GCF is yet to indicate a proportion of the deposited USD 10 billion that will be allocated to REDD+ activities

(R) Finance sources, funds and initiatives represent those allocating all or some finance as results-based finance

Figure 2: Fonds dédiés aux financements REDD+ (2008-2016)

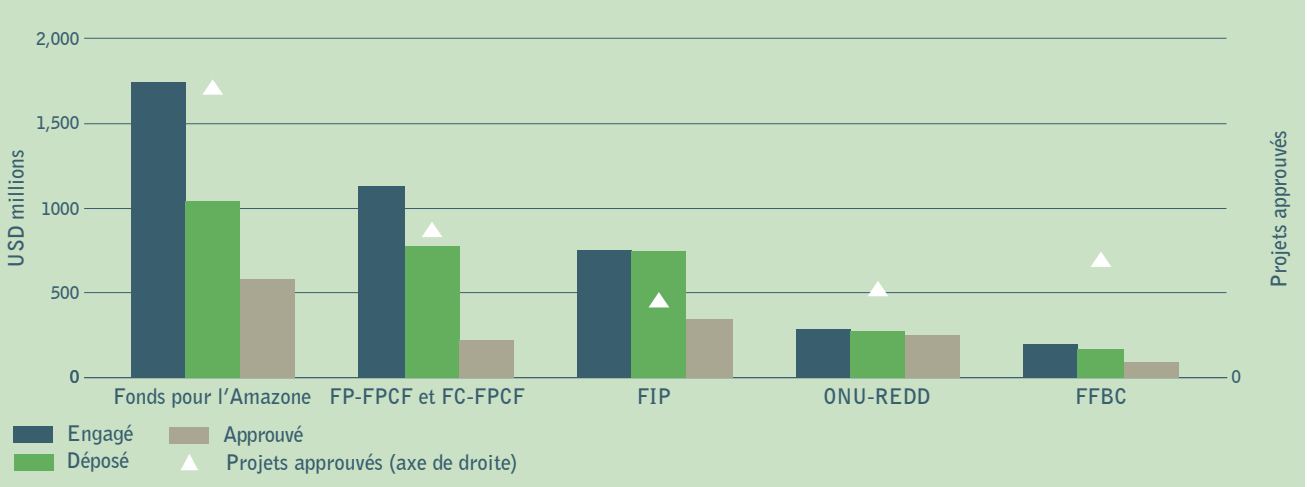
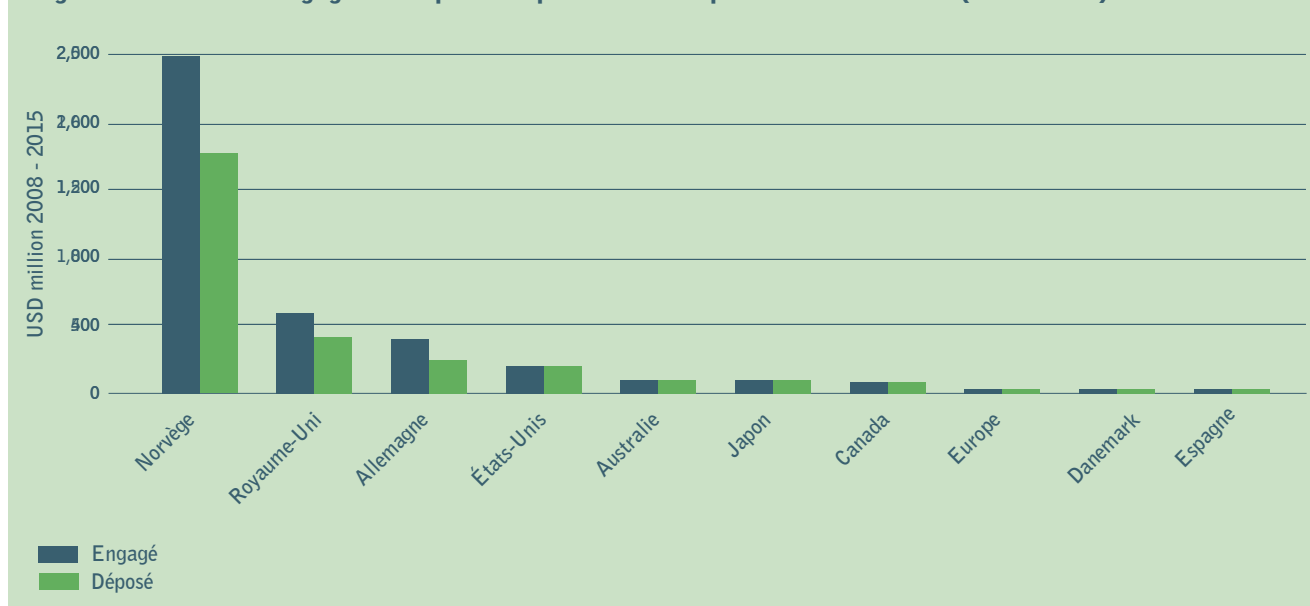


Tableau 1 : Fonds dédiés aux projets REDD+ (USD million, 2008-2016)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour l'Amazonie	1,747	1037	576	85
Fonds carbone – Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FC-FPCF)	1,120	765	207	45
Programme d'investissement pour la forêt (FIP)	744	744	335	23
ONU-REDD	282	271	249	26
Fonds forestier pour le bassin du Congo (CBFF)	186	165	83	37

Figure 3 : Montants engagés et déposés auprès de fonds qui financent REDD+ (2008-2016)



libéreront pas les derniers 16% de leurs engagements initiaux, reconstitutions de ressources, ou de soutenir un nouvel appel à propositions de projets. Cela est dû en grande partie aux conflits et à l'instabilité politique qui limitent ce qui peut être réalisé dans le cadre du modèle de fonds du FFBC. L'Initiative de la forêt d'Afrique centrale (CAFI) a annoncé en septembre 2015 qu'elle soutiendrait la région du Bassin du Congo, cependant, avec 250 millions US\$ déjà engagés par la Norvège sur la base de résultats des paiements fondés sur la réduction des émissions. Il y a eu également des développements pour les financements de la REDD+ en dehors des fonds climatiques, avec le gouvernement indien s'engageant à allouer 6 milliards US\$ de recettes fiscales pour inciter les États à conserver la forêt intacte. La Société financière internationale a également annoncé un contrat de foresterie qui offre aux investisseurs le choix d'un paiement de coupon ou d'un coupon sous forme de crédits carbone REDD+ issus du projet REDD+ du corridor Kaisgau au Kenya.

En outre, 88% des contributions ont été déposées, tandis que les projets approuvés sont à 55% de financements déposés dans les fonds du REDD+

Origine des financements REDD+ engagés et déposés.

Le premier pays contributeur de financements REDD+ aux fonds multilatéraux est la Norvège, avec 61% des fonds annoncés (voir figure 3). Le Royaume Uni, les États-Unis et l'Allemagne sont également des contributeurs majeurs

des financements REDD+, via les fonds multilatéraux et des initiatives bilatérales.

Pays bénéficiaires des fonds et types de projets

Le graphique 4 montre que la région qui comprend l'Amérique latine et les Caraïbes représente la première région bénéficiaire des financements REDD+ et a reçu 56% des fonds multilatéraux REDD+ octroyés, soit 819 millions US\$. Y contribuent notamment Le Fonds pour l'Amazonie à hauteur de 576 millions US\$ (70%) en soutenant 78 projets au Brésil et le biome de l'Amazonie, et le FIP à hauteur de 77 millions US\$ au Brésil et 60 millions US\$ au Mexique.

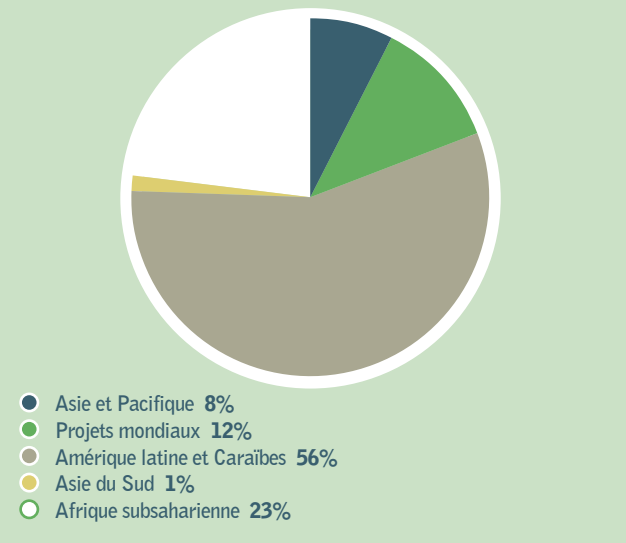
23% des financements multilatéraux, soit 334 millions US\$, ont été octroyés pour des projets en Afrique subsaharienne. Le principal bénéficiaire des financements REDD+ dans la région est la République Démocratique du Congo qui a reçu 90 millions de US\$.

Les financements du REDD+ visent de plus en plus à soutenir les pays en développement à aller au-delà du renforcement des capacités et de la préparation à des programmes de démonstration et des réductions d'émissions et des financements offerts sur un paiement de base de la performance. Les fonds de soutien de cette transition comme le FCPF et le FIP ont cherché à se réorganiser pour offrir plus de soutien aux pays partenaires. En juillet 2015, la Banque mondiale, administrateur des FCPF RF, CF et FIP a réorganisé les unités d'exploitation pour offrir une plus

grande cohérence et coordination entre les trois fonds.

Le GCF soutient de plus en plus l'action climatique fondée sur les forêts par des projets transversaux qui incluent à la fois des éléments d'atténuation et d'adaptation. En 2016, le GCF a approuvé un projet de Paysages durables dans l'Est de Madagascar (18,5 millions US\$) et le Développement de Vergers d'Argan en Environnement Dégradé au Maroc (39,3 millions US\$), deux projets qui entraîneront probablement une réduction des émissions.

Figure 4: Répartition régionale des financements multilatéraux approuvés (REDD+ et autres financements, 2008-2016)



Références et liens utiles

Climate Funds Update : www.climatefundsupdate.org

(données consultées en novembre 2016)

GCF (2016) Support for REDD+. GCF/B.14/03. Available at: http://www.greenclimate.fund/documents/20182/409835/GCF_B.14_03_-_Support_for_REDD-plus.pdf/665055cb-78bd-45f3-a666-f3d06fb04a15.

Norman, M. and Smita Nakhooda. 2014. "The State of REDD+ Finance." CGD Working Paper 378. Center for Global Development, Washington, DC, US. Disponible sur: <http://www.cgdev.org/publication/state-redd-finance-working-paper-378>

Norman, M (2015) Better data can help international forest finance flow. <http://www.odi.org/comment/9879-better-data-can-help-international-forest-finance-flow>

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel:+44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel:+1 202 462 7512